



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

4

Motion

Luxembourg, le 13 juillet 2021

Dépôt : Léon Gloden

Groupe politique CSV

*Note interministérielle sur
la criminalité liée aux
stupéfiants au Luxembourg*

La Chambre des Députés,

- Estimant que toute politique en matière de lutte contre la criminalité liée aux stupéfiants doit être le résultat d'un effort commun entre travail de prévention, travail social et travail de répression ;
- Estimant qu'en matière sociale, seule une étroite collaboration avec les différents acteurs impliqués (communes, ministères, associations actives dans le domaine, population), permet de garantir, dans la mesure du possible, une offre la mieux adaptée aux personnes concernées ;
- Considérant que même avec une offre sociale importante, il n'existe cependant aucun moyen d'action de la part des autorités publiques pour obliger les personnes concernées à recourir à ces offres ;
- Estimant qu'une offre de logement bas-seuil pour personnes toxicomanes ou sans-abri de façon décentralisée à travers le pays, permettrait aux personnes concernées de s'éloigner du lieu de leur addiction et de bénéficier d'un élément stabilisateur les aidant à se reconstruire éventuellement ;
- Constatant que la cohabitation des résidents, des commerçants et des personnes qui vivent dans la rue peut s'avérer compliquée et conflictuelle ;
- Constatant que parmi les personnes accueillies dans les différentes structures sociales à Luxembourg se retrouvent régulièrement des personnes venant des pays limitrophes, mais également de pays plus lointains et que la qualité de l'offre sociale à Luxembourg attire un certain tourisme social ;



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

- Constatant que la plupart des personnes concernées sont des personnes malades et que les responsables de l'Abrigado ont noté une forte hausse des consultations médicales ;
- Estimant qu'il est urgent d'adopter une approche plus médicale de la lutte contre la toxicomanie et les dépendances de manière générale ;
- Constatant qu'il existe un manque important de structures pour les patients qui sortent de séjours psychiatriques stationnaires mais qui ne sont pas encore capables de mener leur vie de manière complètement autonome ;

Invite le Gouvernement,

- A renforcer les efforts en matière de prévention avec les acteurs sur le terrain et la Police et d'intégrer davantage ce sujet dans les programmes scolaires à plusieurs niveaux ;
- A développer le « Housing First » en tant qu'offre de logement bas-seuil pour personnes toxicomanes ou sans-abri de façon décentralisée à travers le pays ;
- A développer davantage le service Streetwork en encourageant notamment une offre de médiation et de prévention ;
- A développer une décentralisation des structures sociales au-delà des frontières de la capitale et même au niveau de la Grande-Région ;
- A associer davantage les hôpitaux à l'élaboration de pistes en matière de lutte contre la toxicomanie ;
- A créer une meilleure offre pour la prise en charge des maladies mentales et neuropsychiatriques et à augmenter les capacités des centres thérapeutiques pour personnes dépendantes ou en situation de maladie mentale ;
- A créer des structures assurant un encadrement des personnes dépendantes ou souffrant de troubles psychiques à partir du moment où elles peuvent quitter la psychiatrie stationnaire.

L. MOSA R

LM

23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél.: (+352) 466 966-1 | Fax: (+352) 22 02 30
www.chd.lu

S. Gilles

Hansent Martine

Jean-François